

CONCOURS BACHELOR INTERNATIONAL 2011

5

ENTREE EN 1^{ère} ou 2^{ème} ANNEE

EPREUVE D'EXPRESSION ECRITE

Durée : 2 heures

2 Sujets au choix :

1- Dissertation :

Sujet : Est-ce que les inégalités homme/femme se sont réduites à travers le monde depuis les vingt dernières années ?

Consignes :

- Vous organiserez votre réflexion avec une introduction, un développement en plusieurs parties et une conclusion.
- Vous prendrez des exemples précis dans l'actualité en particulier.
- Vous veillerez à la qualité de l'écriture en soignant l'expression et en respectant l'orthographe et la syntaxe.

2- Résumé de texte:

A partir de ce texte d'environ 2000 mots, vous ferez un résumé de 500 mots (+- 10%).

→ Titre de l'article : « **Les grandes villes, la globalisation et les relations internationales** » par Cynthia Ghorra-Gobin.
(*Questions Internationales*, mai-juin 2010) (4 pages, 2007 mots)

Consignes :

- Il s'agit de reformuler, avec vos propres mots, les idées-clés, en suivant la démarche de l'auteur de l'article.
- Vous ne tiendrez pas compte dans le résumé des schémas, tableaux, encadrés.
- Vous mettrez, après chaque groupe de 50 mots le signe * et préciserez le nombre total de mots. Ex : « Il est arrivé à 3 heures, c'est-à-dire trop tard » = 12 mots.
- Vous veillerez à la qualité de l'écriture en soignant l'expression et en respectant l'orthographe et la syntaxe.
- Il est interdit d'introduire des idées personnelles.

Les grandes villes, la globalisation et les relations internationales

Cynthia Ghorra-Gobin *

Traversée en ce début de XXI^e siècle par des dynamiques globales, « la grande ville » joue un rôle croissant dans le champ des relations internationales. L'analyse des réseaux d'information et d'échange qu'établissent entre elles les grandes agglomérations au travers

d'associations dites « transnationales » met en évidence leurs capacités d'organisation collective et leur pouvoir d'influence dans les instances et négociations internationales. La lutte contre le changement climatique a récemment fourni une illustration de cette tendance.

* Cynthia Ghorra-Gobin

est directeur de recherche au CNRS et enseignante à Sciences Po Paris et à l'université Paris-Sorbonne (Paris IV). Elle a dirigé le *Dictionnaire des mondialisations* (Armand Colin, 2006, réédition prévue en 2011).

Depuis deux décennies, les grandes villes ont pris conscience de leur poids et de leur rôle dans les flux globaux. Elles œuvrent désormais à l'établissement d'un projet urbain pour construire leur image et attirer investisseurs et représentants de la « classe créative ». Le marketing territorial des villes opère à l'échelle européenne voire mondiale. Seules ou en réseaux, les villes prennent progressivement place dans le champ des relations internationales.

L'émergence des « grandes villes » et ses conséquences

Habitat II, la conférence des Nations Unies pour les établissements humains qui s'est déroulée en 1996 à Istanbul, a rappelé aux responsables politiques tout comme à l'opinion publique que le XXI^e siècle serait le premier siècle urbain de l'humanité. En effet, plus de la moitié de la population mondiale réside désormais dans des villes. Selon les experts du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)¹, une grande partie des nouveaux urbains vivent dans des bidonvilles qui, dans

certaines villes d'Afrique, peuvent englober jusqu'à la moitié de la population.

Alors qu'au milieu du XX^e siècle New York était la seule métropole comptant plus de 10 millions d'habitants, la planète abrite à présent 17 « méga-villes »². Des villes comme Bombay, Karachi ou Lagos devraient compter chacune 20 millions d'habitants autour de 2015. Le rythme de croissance de ces agglomérations diffère sensiblement de celui des villes des pays industrialisés : il a fallu plus de cent trente ans à Londres pour compter 8 millions d'habitants alors que les villes de Mexico, São Paulo et Shanghai y sont parvenues en seulement trente ans.

Sur le plan de l'urbanisation, l'expérience de la Chine est particulièrement révélatrice : entre 1978 et 2007, la population urbaine y est

¹ Depuis 2002, l'ONU-Habitat organise tous les deux ans un Forum urbain mondial (*World Urban Forum*) qui réunit élus locaux, experts, ONG et représentants d'États. Le premier forum s'est déroulé à Nairobi (siège de l'ONU-Habitat), puis à Barcelone en 2004, Vancouver en 2006, Nanjing en 2008 et Rio de Janeiro en 2010. Cet événement mondial est également l'occasion pour l'ONU-Habitat de présenter son rapport sur les villes.

² Le terme « méga-ville » (*mega-city*) a été créé par les experts des Nations Unies dans les années 1990 pour désigner des villes enregistrant une forte croissance démographique ainsi qu'une extension spatiale sans limites.

40 passée de 172 à 594 millions et le nombre des villes de plus d'un million d'habitants de 29 à 119. La Chine compte à présent 20 villes de plus de 5 millions d'habitants et 5 mégapoles de plus de 10 millions. Les démographes estiment que si ce rythme de croissance urbaine se maintient, plus des 45 deux tiers de la population mondiale vivront dans les villes en 2030. Or, représentant moins de 2 % de la surface de la planète, les villes consomment 75 % de ses ressources. Elles posent donc des 50 problèmes alimentaires, sanitaires, énergétiques, environnementaux et de transport essentiels.

Les grandes villes sont désormais confrontées à des dynamiques globales communes – relevant du registre économique, social et culturel – qui les poussent à s'organiser au sein de réseaux. 55 À l'échelle mondiale, si les grandes villes se retrouvent en situation de concurrence pour le leadership de l'économie globale³, elles ont en effet également pris conscience de leur interdépendance, de leurs capacités à s'affranchir du cadre national 60 et à s'organiser collectivement. En s'insérant dans des réseaux, les grandes villes aspirent à accroître leur influence, notamment à l'occasion des grandes négociations internationales.

65 La mise en avant de dynamiques globales communes a conduit des chercheurs – à la suite de la sociologue et économiste américaine Saskia Sassen⁴ – à proposer le concept de « grandes villes globales » (ou *global city-regions*) et à mettre en évidence le processus de métropolisation. Les 70 grandes villes, villes-régions ou métropoles sont en effet traversées par une dynamique spatiale et infranationale indissociable de l'avènement de l'économie globale. Cette évolution se manifeste au travers de la décentralisation économique à l'échelle 75 de la ville-région, d'une progression géographique sans limites – au détriment des terres agricoles et de l'environnement naturel – et de sérieuses disparités spatiales infra-métropolitaines.

De la « grande ville » à la « ville-région globale »

Croissance démographique et croissance économique

80 L'urbaniste et géographe britannique Peter Hall fut certainement l'un des premiers à analyser l'évolution des villes à partir des mutations sociales, démographiques, culturelles et économiques contemporaines⁵. Dès 1966, il utilisa la notion de « ville mondiale » (*world city*) pour désigner 85 les grandes villes, et plus particulièrement celles enregistrant un taux de croissance démographique

rapide et élevé. À cette époque, l'urbanisation concernait principalement les pays industrialisés, et la croissance économique allait de pair avec la croissance démographique. 90

Par la suite, l'urbanisation a également touché les pays du Sud, et les études des Nations Unies ont mis en avant un découplage entre croissance économique et croissance démographique. D'où le choix de distinguer le 95 phénomène « métropolitain » du phénomène « mégapolitain ». Les expressions *mega-city*, méga-ville ou entité « mégapolitaine » font ainsi principalement référence à la taille et au poids démographique de la ville, indépendamment de 100 son ancrage dans les réseaux économiques. Une méga-ville qui s'affirme au niveau mondial en raison de son poids et de son rythme de croissance démographiques véhicule souvent l'image d'une sorte de magma urbain. Les extensions 105 urbaines s'y effectuent sous la forme d'un habitat spontané favorisant l'apparition d'une situation souvent chaotique – bidonvilles, *shums*, favelas dans lesquels les habitants n'ont pas accès aux 110 infrastructures et services collectifs.

Tout en prenant acte de ce découplage entre urbanisation et croissance économique, certains chercheurs ont souligné que toute tentative de hiérarchisation des villes à l'échelle mondiale sur la base de données démographiques se heurtait 115 à l'absence de normes universelles permettant d'identifier et de délimiter les territoires des villes et des agglomérations⁶.

[...]

La grande ville tentée par un rôle international

Conscientes de leur poids dans les flux globaux et du fait que la notion d'« avantage 120 comparatif » se joue désormais à l'échelle métropolitaine et non plus uniquement nationale, les grandes villes cherchent à s'affirmer dans l'espace global afin d'assurer leur attractivité territoriale. Pour ce faire, elles adaptent leurs 125 politiques et leur fiscalité, n'hésitent pas à intégrer un réseau de villes et, à terme, à s'inscrire dans un champ d'action qui jusqu'ici relevait principalement de l'État.

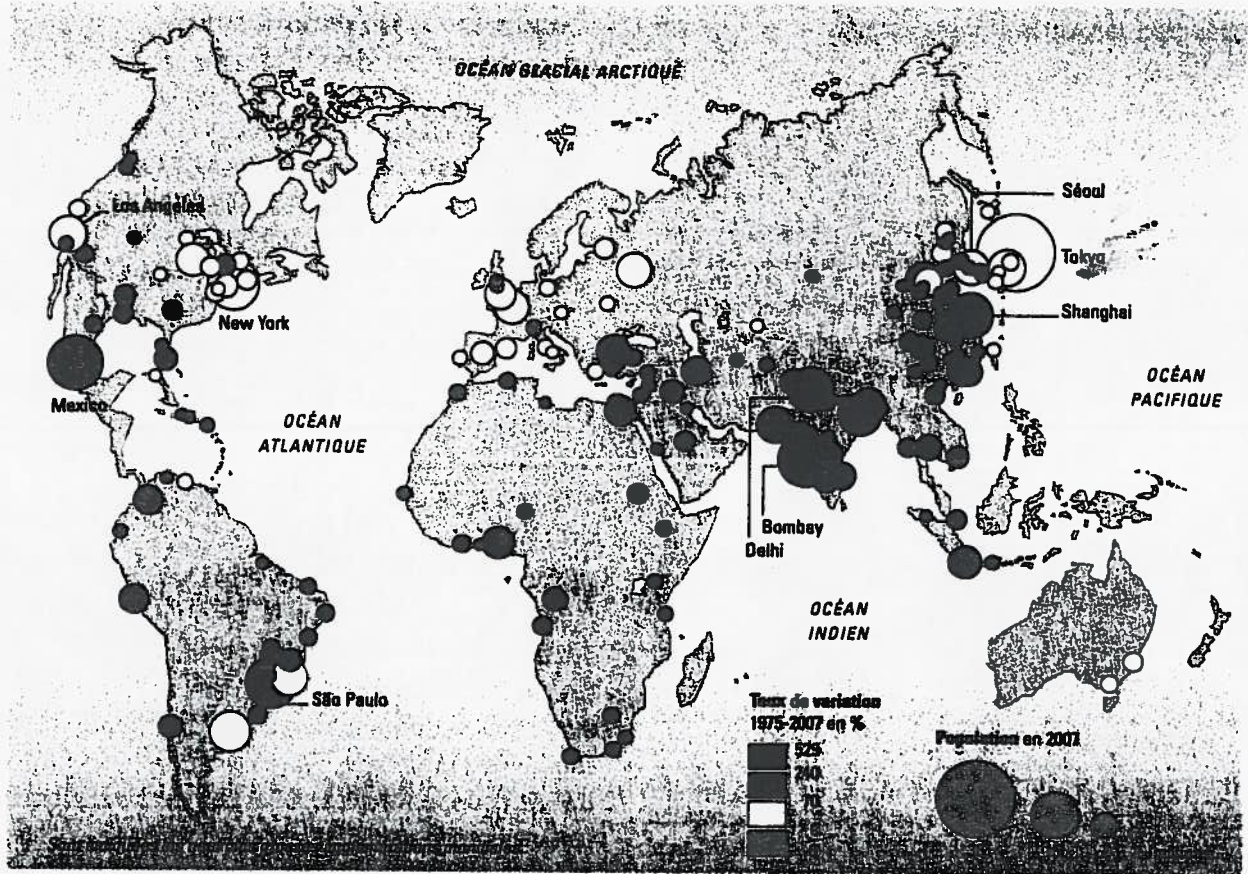
³ Sur les dynamiques économiques, voir Cynthia Ghorra-Gobin, « Le développement des quartiers d'affaires : un indice de l'occidentalisation du monde ? », *Questions internationales*, n° 41, janvier-février 2010, pp. 78-80.

⁴ Saskia Sassen, *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Descartes et Cie, Paris, 1996 [1^{re} éd. *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, 1991 et 2001].

⁵ Peter Hall, *Les Villes mondiales*, Hachette, Paris, 1966 [1^{re} éd. *The World Cities*, McGraw-Hill, New York, 1966].

⁶ François Moriconi-Ebrard, *L'Urbanisation du monde depuis 1950*. Éditions Anthropos. Paris 1997 [...]

La croissance des agglomérations urbaines



Réalisation : Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dlle, Paris, 2010

La promotion des grandes villes Internationales

130 Les associations de villes ne se bornent plus uniquement aux associations nationales – comme l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) ou encore l'United States Conference of Mayors, la National League of Cities ou la Central City Association aux États-Unis – dont l'action se limitait jusqu'alors, outre les échanges de « bonnes pratiques », à influencer les responsables politiques nationaux ou fédéraux.

140 Depuis plusieurs décennies, les maires des grandes agglomérations qui n'ont pas le statut de capitale nationale rivalisent d'initiatives pour promouvoir l'image de leur ville : ils organisent des manifestations culturelles de grande envergure, dotent leur ville de bâtiments prestigieux après avoir mis en concurrence des architectes à la renommée mondiale. Faire connaître une ville à travers des opérations architecturales et artistiques constitue un moyen d'attirer des investisseurs ainsi que des individus relevant de la « classe créative » – pour reprendre le terme utilisé par l'économiste Richard Florida¹⁰.

La politique d'attractivité menée par une ville relève *a priori* d'un marketing urbain pensé dans une perspective mondiale¹¹. À un moment donné, cette stratégie en vient donc à s'inscrire tout naturellement dans le champ des relations internationales. Jean Drapeau, maire de Montréal de 1960 à 1986, a ainsi été à l'origine d'une politique volontariste visant à développer la renommée internationale de sa ville. En vue de modifier l'image traditionnelle de Montréal, il a cherché à mettre en avant la modernité du Québec dans le but d'attirer des investisseurs ainsi que des organisations internationales. L'organisation de l'Exposition universelle en 1967 et celle des Jeux olympiques en 1976 lui ont permis de mener autant d'actions qualifiées aujourd'hui de « marketing territorial » (*city branding*). Son successeur, Jean Doré, est officiellement intervenu comme porte-parole des grandes villes lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement durable organisée à Rio de Janeiro en 1992. Cet

¹⁰ Richard Florida, *The Rise of the Creative Class*, Basic Books, New York, 2003.

¹¹ Comme le souligne Frédéric Bastien dans « Les relations internationales de Montréal depuis 1945 », *Relations internationales*, n° 130, PUF, Paris, 2007. pp. 5-27

175 événement a consacré la place acquise par les villes au sein des Nations Unies, dont les conférences à ce niveau étaient auparavant réservées aux représentants des seuls États. De nombreuses grandes villes sont désormais dotées d'un adjoint au maire chargé des relations internationales, une caractéristique qui était jusqu'ici l'apanage des capitales nationales¹².
180

Compétition et coopération entre grandes villes

185 Devenir la « ville culturelle européenne de l'année » ou le site retenu pour l'organisation des Jeux olympiques nécessite d'entrer en compétition avec d'autres grandes villes. Mais cette concurrence ponctuelle ne doit pas masquer l'entente dont peuvent faire preuve les élus locaux quand il s'agit de participer aux actions menées par des associations qui fédèrent les initiatives locales en instituant des plates-formes d'échange d'informations et de communication. Les actions multiformes menées par des associations comme United Cities and Local Governments (UCGL), Eurocities, Climate Alliance ou Urbanitas montrent la cohésion qui unit les grandes villes inscrites dans des réseaux transnationaux.
190
195

200 L'association UCGL (en français CGLU, Cités et gouvernements locaux unis), créée en 2004 et basée à Barcelone, est présente dans 136 pays. Regroupant, selon elle, la moitié de la population mondiale, l'association entend assurer la représentation politique effective des gouvernements locaux dans les instances internationales. Suite au travail mené dans ses commissions et groupes spécialisés en coopération internationale ou en planification urbaine, elle s'est engagée dans une activité de lobbying pour promouvoir le statut et le rôle des gouvernements locaux. L'UCGL a créé une section européenne qui intervient régulièrement dans les réunions organisées par l'Union européenne et qui a été un acteur majeur dans l'organisation et le déroulement des vingt-quatrième États généraux du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) à Malmö en Suède du 22 au 24 avril 2009.
205
210

La « diplomatie des villes »

215 L'UCGL a également participé au deuxième Forum de l'Alliance des civilisations qui s'est déroulé dans le cadre des Nations Unies à Istanbul les 6 et 7 avril 2009 et a réaffirmé le bien-fondé de la déclaration du premier Forum de juin 2008 à La Haye intitulée « La Diplomatie des villes »¹³. L'UCGL a été la cheville ouvrière avec la municipalité de Copenhague de la rencontre
220

Local Government Climate Change Leadership qui a réuni du 2 au 4 juin 2009 à Copenhague 700 participants – dont 150 élus locaux. Leur objectif était d'adopter une position commune en vue de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de décembre 2009. Les élus locaux y ont réaffirmé leur participation à des stratégies nationales pour assurer l'adaptation des populations au changement climatique, réduire la dépendance énergétique en optant en faveur d'énergies renouvelables tout en organisant des modalités d'échange et de coopération entre elles. Parmi les dix associations ayant participé à son organisation, figure le « C40 » (Large Cities Climate Leadership Group), une association créée en 2005 pour faire face au changement climatique, un objectif que se donne également « Énergie-Cités », l'association des autorités locales européennes œuvrant pour une politique énergétique locale durable.
225
230
235
240

Les grandes villes et l'Union européenne

Si la ville est *a priori* en dehors du champ de compétence de l'Union européenne dont la population est urbaine à 80 %, elle a fait une percée remarquable dans la vie politique européenne comme l'illustre « Eurocities », un réseau créé en 1986 qui réunit désormais 130 grandes villes d'Europe. La Commission européenne a également reconnu le statut d'acteur politique essentiel aux villes en les mobilisant contre le changement climatique. Elle a organisé le 10 février 2009 à Bruxelles une Convention des maires en dehors de tout représentant d'un gouvernement national. La Convention, qui se définit comme un lieu d'échange de bonnes pratiques et d'expertise, permet aux villes de s'organiser entre elles et de bénéficier directement d'aides de la Banque européenne d'investissement (BEI). Ces rencontres qui ont incontestablement gagné une visibilité dans l'espace public résultent d'initiatives prises dès le début de la décennie par la Commission européenne qui a lancé deux programmes de développement urbain, *Urbact I* (1994-2006) et *Urbact II* (2007-2013), pour favoriser la diffusion des connaissances acquises en matière de développement durable entre villes européennes. ■
245
250
255
260
265

¹² Earl H. Fry, *The Expanding Role of State and Local Governments in U.S. Foreign Affairs*, Council on Foreign Relations Press, New York, 1998.

¹³ Arne Musch, Chris Van der Valk, Alexandra Sizoo, Kian Tajbakhsh (dir.), *La Diplomatie des villes. Le rôle des gouvernements locaux dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction après les conflits*, VNG International, La Haye, 2008.